

6 Société et Culture

Enseignement supérieur/Conférence de presse du recteur de l'Université Omar Bongo

Le Pr Marc-Louis Ropivia livre sa part de vérité

SNN
Libreville/Gabon

LE recteur de l'Université Omar Bongo (UOB), Pr Marc Louis Ropivia, était face à la presse nationale, hier, dans l'enceinte de ladite institution. Objectif : livrer sa part de vérité sur les sujets brûlants de l'institution qu'il dirige, et qui font couler beaucoup d'encre et de salive ces derniers temps dans notre pays. Trois points étaient à l'ordre du jour de cet échange avec les médias. D'abord, la dissolution du bureau directeur de la Mutuelle des étudiants de l'UOB. Un sujet sur lequel le recteur de l'UOB, pour ne pas faire entrave à l'ins-

truction en cours de ce dossier, s'est limité à évoquer deux aspects portant, d'une part, sur la compétence de la première autorité de l'Université à prononcer la dissolution du bureau directeur de la Mutuelle. À ce sujet, le Pr Marc Louis Ropivia a avancé, entre autres arguments, les dispositions réglementaires prévues dans l'article 40 de la loi 21/2000 à partir desquelles la dissolution du bureau a été prononcée. Et, d'autre part, démontrer si la décision du recteur, après recommandation du Conseil rectoral, était opportune. Selon l'orateur, les manifestations violentes des 17 et 18 décembre 2014 ont achevé de convaincre de l'absence de volonté des membres de ce bureau de la Mutuelle à as-



Photo : Sveltiana Ntsame Ndong

Le recteur de l'UOB, Marc-Louis-Ropivia, face aux journalistes.

sumer les missions dévolues à une instance représentative des étudiants. « Face au préjudice moral et matériel causé à l'université par ces violences, et conformément aux pouvoirs de police qui nous sont dévolus,

notamment par l'article 27 des statuts de l'université et des établissements d'enseignement supérieur(...) en République gabonaise, nous avons décidé de la dissolution pure et simple de ce bureau directeur et de

l'élection d'une nouvelle instance», a-t-il déclaré. Ensuite, le cas de deux enseignants-chercheurs de la Faculté de droit et sciences économiques (FDSE) dont la non-présentation aux concours du Cames en 2014 et 2015 serait le fait "d'injustice à connotations tribales et sectaires". Le Pr Marc-Louis Ropivia a assumé avoir procédé publiquement à ce double retrait. À cet effet, il a notamment justifié que « cet acte de responsabilité a été pris sur la base des rapports écrits datant du 8 avril et du 11 avril 2014 émanant du département d'Économie et du décanat de la FDSE, qui ont établi le constat d'absence de service de certains enseignants dudit département dont Awana et Bengone Mve.»

Enfin, au sujet de la circulaire rectorale invitant à la création des sociétés savantes au sein des départements de l'UOB, le recteur a affirmé avoir voulu impulser une dynamique nouvelle, semblable à celle que l'on rencontre dans les autres universités du monde. Le but étant de fédérer les compétences pour un meilleur rendement. Les nombreuses questions posées par les journalistes, à l'exemple de ce qui expliquerait le fait que l'affaire de la Mutuelle transcende aujourd'hui les barrières universitaires, pour se retrouver sur la scène politique, ont davantage permis à l'autorité rectorale d'insister sur tant de violations des normes en vigueur enregistrées au sein de l'institution.

Santé/ En raison du vendredi noir décrété par les médecins en grève

Les structures sanitaires fermées hier

F.B.E.M
Libreville/Gabon

SI, à ce jour, la paralysie liée à la grève des médecins n'avait concerné que quelques structures sanitaires publiques, principalement le Centre hospitalier universitaire de Libreville (Chul), la tendance était toute autre hier, à la faveur du vendredi noir décrété la veille par ces praticiens, en grève depuis lundi dernier. En effet, plusieurs autres hôpitaux, ainsi que la quinzaine de cliniques privées affiliées à la fédération des syndicats du public et du privé regroupant les médecins en grève, ont défendu l'accès aux malades dans leurs locaux, sauf pour les cas d'urgence, et pour les patients internés avant vendredi. Les cliniques Okinda à Glass, l'Union médicale à l'Ancienne Sobraga, et bien d'autres, dont les tenants sont membres de l'Associa-

tion des responsables des établissements médicaux privés du Gabon (AREPG) ont toutes suivi le mot d'ordre. « Ce n'est pas de gaieté de cœur que nous le faisons, mais il s'agit pour nous d'une solidarité corporative. Parce que, que l'on soit du privé ou du public, nous sommes tous médecins », a déclaré le Dr Ogowet Igumu, président de l'AREPG, au sortir d'une assemblée générale tenue par les médecins grévistes dans une salle de réunion du Chul. A la polyclinique SOS Médecins par exemple, trouvée vide lors de notre passage, une source nous a confirmé que « les patients venus en consultations avaient tous été priés de libérer les lieux le matin. » D'ailleurs, une note affichée à l'entrée de cet hôpital était très claire pour les visiteurs : « Pas de consultation pour la journée, sauf en cas d'urgence », pouvait-on y lire. Certaines structures publiques n'étaient pas en reste dans ce durcissement de ton hier, bien que d'autres aient



Photo : F.B.E.M

Un aperçu de la salle d'attente de la maternité du Chul, d'ordinaire bondée.

normalement fonctionné, comme l'hôpital de Nkembo. À l'hôpital régional de l'Estuaire de Melan par contre, à l'exception de la maternité, l'affluence était loin de celle des grands jours, l'ensemble des services fonctionnant au ralenti. Certains étaient même fermés, à l'instar de la médecine interne. « Il faut vraiment un cas urgent pour que l'on accueille quelqu'un. Nous procédons par jugement clinique. Sinon,

la plupart des malades sont redirigés vers l'hôpital militaire voisin qui, lui, n'est pas en grève », nous a confié une source du côté des Urgences de cette structure sanitaire, tout en insistant qu'« un service minimum y est néanmoins observé. » S'agissant, enfin, du Chul, au sein duquel les praticiens observaient jusque-là des réserves concernant les services d'Urgence et de la maternité, les activités étaient à



Photo : F.B.E.M

Des couloirs vides à la Clinique SOS Médecins de Sotéga.

l'arrêt. Dans les couloirs d'attente de la maternité, généralement bondés, l'on pouvait entendre une mouche voler. Les Urgences, souvent rythmées par les allers et venues des ambulanciers et des malades qu'ils transportent, étaient d'un calme inhabituel hier. Là, on pouvait y entendre des plaintes de quelques malades, lorsque l'agent de sé-

curité leur faisait état de l'arrêt des services. Rappelons que les médecins, regroupés au sein de la Fédération des syndicats des médecins du privé et du public, entrés en grève depuis lundi dernier, réclament, entre autres, la libération de leur collègue, Dr Max Fylla, qu'ils disent "arbitrairement" emprisonné depuis plusieurs mois.

Nécrologie

Mamadi Cissé "Issec" dans la Nuit initiale

OTEMBE-NGUEMA
Libreville/Gabon

L'une des figures emblématiques de l'enseignement au Gabon et qui a fini par le journalisme est décédé, du diabète, à Dakar, au Sénégal où il avait choisi de vivre, après qu'il a pris sa retraite.



Photo : L'Union

Mamadi Cissé "Issec", un enseignant et journaliste émérite s'en est allé.

metière musulman de la capitale sénégalaise, hier matin, selon Almamy Soumah, joint au téléphone. Pour mémoire, Mamadi Cissé arrive au Gabon dans les années 1970, pour enseigner l'histoire et la géogra-

phie, après qu'il eut été recruté, à Paris. Alors qu'il enseigne au lycée d'État de Lambaréné, il se passionne pour le journalisme et devient le premier correspondant de l'Union, quand notre journal devient, le 30 décembre 1975, quotidien. Il le sera de 1976 à 1980, année où il rejoint le desk central comme chef de service des Sports. Il y reste jusqu'en 1991, au moment de l'informatisation de la Rédaction et de l'acquisition de matériel de "flashage", relié au système informatique. Issec est, par la suite, nommé secrétaire principal de rédaction, après un stage en informatique. Il y reste jusqu'en 2004, et prend sa

retraite. Signalons que parallèlement à son métier à l'Union, Issec n'avait jamais abandonné le monde de l'éducation. Et pour cause, il a été attaché de presse du ministre de l'Éducation nationale. En même temps, il lui servait de "conseiller". "L'homme" a sacrifié sa vie pour le Gabon qu'il a aimé, mais la pression de la communauté guinéenne le poussera à quitter, à contre cœur ce pays, pour le Canada d'abord, et le Sénégal, son pays d'adoption, ensuite. Pour ceux avec qui il a travaillé, Issec était un homme "coriace, déterminé", "respecté, rigoureux", "un grand professionnel".

